



MONDIALISATION ET PAUVRETE

Mémoire de géopolitique

du Chef d'Escadron Bruno GOUDALLIER

dans le cadre du séminaire
“ La mondialisation : dimensions politique, économique
et sociale ”

Directeur de séminaire : Professeur Jean-Louis SCARINGELLA

Avril 2001

MONDIALISATION ET PAUVRETE

Sommaire

PARTIE I : LA MONDIALISATION, FACTEUR D'INEGALITES ET SOURCE D'APPAUVRISSEMENT

Une polarisation du monde de plus en plus marquée

Les sources de déséquilibres

La fin du mythe d'une mondialisation vertueuse

La mondialisation, terreau des inégalités

PARTIE II : LA MONDIALISATION AU SERVICE D'UN MONDE MEILLEUR

La mondialisation, un bouc émissaire commode

Une chance pour les pays du Sud ?

La nécessité de réduire les inégalités par le biais du principe de global
governance

Introduction

La mondialisation est aujourd'hui de plus en plus décriée par les mouvements antimondialistes pour ses effets extrêmement pervers et notamment pour être la cause d'inégalités jusqu'alors jamais atteintes. Comment se fait-il en effet que la richesse mondiale ait été multipliée par six depuis 1950 et que, simultanément, la pauvreté se soit accrue ? Pourquoi, sur 174 pays étudiés par le Pnud, 70 ont-ils connu une régression de leur consommation en vingt-cinq ans ? Telles sont les questions fondamentales qui soulignent le paradoxe d'un phénomène engendrant à la fois un décuplement de la pauvreté tant dans le Tiers-monde qu'au sein des sociétés industrialisées à côté d'un enrichissement phénoménal profitant aux plus riches mais contribuant également d'une manière globale à une aspiration par le haut des pays les plus démunis.

La présente étude soulignera ce paradoxe en montrant que si la mondialisation est si souvent accusée d'être la cause de tous les maux de la planète, en fait sa responsabilité en termes d'inégalités n'est cependant pas totale. Bien plus, la mondialisation serait susceptible de conduire vers un monde meilleur et plus égalitaire à condition d'être correctement maîtrisée.

I- L A MONDIALISATION, FACTEUR D'INEGALITES ET SOURCE D'APPAUVRISSMENT

11-Une polarisation du monde de plus en plus marquée

111 - Les faits dénonciateurs

La planète est quarante fois plus riche qu'en 1900. De 1900 au milieu des années 90, le produit mondial est passé de 580 milliards de dollars (dollars de 1975) à quelques 25000 milliards de dollars. Depuis le début des années 80, les actifs financiers ont quadruplé... Par ailleurs, la consommation de biens et de services a connu une explosion : elle est passée à 24 billions de dollars en 1998,

deux fois plus qu'en 1975, six fois plus qu'en 1950. Cependant il est à noter que jamais il n'y a eu autant de pauvres et de pauvreté sur la planète, tant dans les pays les moins développés que dans les pays industrialisés. En effet, plus d'un milliard de personnes n'ont pas la possibilité de consommer de façon à satisfaire leurs besoins les plus essentiels. En ce qui concerne les pays industrialisés, ces derniers, qui représentent 15 % de la population mondiale réalisent 76 % des dépenses de la consommation mondiale. Un cinquième de la population mondiale, tranche qui correspond à celle de la population mondiale ayant les revenus les plus élevés consomme plus de la moitié de l'énergie mondiale (58 %). Cette même tranche consomme 65 % de l'électricité et 87 % des véhicules. Vingt pour cent des populations les plus riches de la planète reçoivent 83 % du revenu mondial ; ce chiffre est à comparer avec les 20 % les plus pauvres qui reçoivent 1,5 % du revenu mondial. L'écart ne fait pourtant que de s'agrandir. En 30 ans, entre les 20 % les plus nantis et les 20 % les plus démunis, il est passé de 1 à 30 à 1 à 66 selon le rapport de 1998 du PNUD.

112 - Un enrichissement inégalitaire :

L'enrichissement ne profite qu'à une minorité. Il concerne essentiellement : la triade que représentent l'Amérique du Nord, le Japon, et l'Europe occidentale ainsi que partiellement l'Asie maritime et l'Amérique du Sud. Il exclut néanmoins des milliards d'asiatiques et d'africains. Si en Asie Orientale, depuis 1960, le revenu par tête a été multiplié par 4,5, il a doublé en Asie du Sud et a augmenté de 60 % en Amérique latine ; en Afrique subsaharienne, il a stagné. Aujourd'hui, la consommation des ménages africains moyens a reculé de 20 % par rapport à il y a vingt ans. Ainsi, loin d'effacer les inégalités traditionnelles, cet enrichissement en favorise de nouvelles, entre les bénéficiaires de la mondialisation et ses laissés-pour-compte.

Par ailleurs, si la proportion des personnes vivant dans le total dénuement est tombée de 70 % à 32 %, 1,3 milliards d'individus sur les 6 milliards totaux, survivent avec moins d'un dollar par jour, sans eau potable ni soins de santé de base. Plus de

840 millions sont mal nourris et un tiers des enfants des pays en développement souffrent de malnutrition.

Enfin, en Afrique et en Asie du Sud-Est, les élites coexistent avec des poches d'extrême pauvreté, tirant profit de la mondialisation, de sorte que l'on assiste depuis quelques années à l'apparition d'une sorte de “ Nord dans le Sud ”.

113 - L'enlissement de la pauvreté:

Le nombre de pauvres a progressé de 100 millions au cours de la dernière décennie. La montée a été particulièrement nette en Afrique subsaharienne, où l'augmentation du nombre de pauvres a été de 39 % et en Amérique latine où la même augmentation a été de 23 %.

En ce qui concerne l'Extrême-Orient, l'optimisme était de règle jusqu'à la crise asiatique récente : alors qu'en 1975, six habitants sur dix vivaient en 1975 au-dessous du seuil de pauvreté, ils n'étaient plus que deux en 1995. En Malaisie et en Thaïlande, ce nombre était devenu infime avant la crise de 1997 ; en Chine, il était tombé de 60 % à 22 %. Cependant, le Laos et le Vietnam gardent des taux de pauvreté très élevés (40 %) et l'Inde stagne (35 % de pauvres). La crise de 1997 a engendré une régression sociale générale : en Thaïlande, le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passé de 8 à 11 millions, pour une population de 62 millions de personnes entre 1987 et 1998.

Dans les pays en développement, 25 % en moyenne de la population sont touchés par la pauvreté. Entre 1995 et 1997, seulement 21 des 124 pays en développement ont connu un taux de croissance par habitant d'au moins 3% par an, c'est-à-dire le strict minimum nécessaire pour un recul de la pauvreté.

12 - Les sources de déséquilibres :

Elles sont autant entre nations qu'à l'intérieur des nations, entre couches sociales et Etats.

121 - Un écart grandissant entre riches et pauvres.

Les chiffres les plus caricaturaux, à priori raisonnablement inimaginables accompagnent la mondialisation : le président directeur général de Disney a ainsi gagné en 1993, 325 000 fois plus qu'un ouvrier haïtien travaillant pour un sous-traitant de son groupe. Les trois personnes les plus riches de la planète ont une fortune supérieure au produit intérieur brut des 48 pays en développement les plus pauvres. Les avoirs des 84 personnes les plus riches de la terre dépassent le PIB de la Chine. Le patrimoine des quinze individus les plus riches dépassent le PIB total de l'Afrique sub-saharienne. Les profits des 500 premières entreprises mondiales de services et d'industrie en 1995 ont été supérieurs à la somme des produits bruts de 43 pays à faible revenu (Chine et Inde exclus), représentant un milliard d'hommes.

122 - Renforcement de la pauvreté et inégalité devant la pollution

La pollution touche d'abord les pauvres : celle de l'eau provoque de nombreuses diarrhées ou la dysenterie chez les 1,3 milliards d'hommes qui n'ont pas accès à une eau saine, et les 1,5 milliards de personnes privées de réseau d'assainissement. La pollution de l'air n'est pas seulement celles des grandes agglomérations des pays développés. Quatre-vingt-dix pour cent des 2,72 millions de décès que l'on estime dûs à des insuffisances respiratoires se produiraient dans les pays du tiers-monde.

Parmi les 4,4 milliards d'habitants des pays en développement près des trois cinquièmes sont privés d'infrastructures de base, un tiers n'a pas accès à l'eau potable, un quart ne dispose pas de logements corrects, un cinquième n'atteint pas la cinquième année de scolarité et un pourcentage analogue est sous-alimenté. Dans ces conditions, il apparaît difficile pour ces populations de sortir de leur précarité. La pollution a des effets démultiplicateurs sur celle-ci.

123 - Européens sans-emploi et américains sans argent.

Les inégalités s'incrument même au cœur des systèmes sociaux des pays industrialisés. Dans ces derniers, 11 % des individus disposent de moins de 14,40 dollars par jour, et l'OCDE compte 34 millions de chômeurs en 1998. Le revenu mensuel moyen des ménages résidant en France était de 14190 F en 1994. En revanche, 10 % des ménages disposaient de moins de 4530 F alors que 10 % des ménages gagnaient plus de 25 890F.

Aux États-Unis, les inégalités se sont accrues au cours des vingt dernières années : 16,5 % des Américains sont aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté. En 1998, pour la première fois, le rapport du PNUD publiait un indicateur de pauvreté pour les pays industrialisés (IPH) qui intègre la pauvreté dans 17 pays industrialisés, intègre également la population analphabète au chômage depuis plus d'un an et ayant une espérance de vie inférieure à soixante ans. Ce fut la Suède qui enregistra les meilleurs résultats avec 6,8 % de pauvres, bien que ce pays soit situé au 13^{ème} rang en ce qui concerne le produit intérieur brut par habitant. En ce qui concerne la France, avec une proportion de 11,8 % de pauvres, elle se plaça dans une situation médiane. Dans ce classement, les États-Unis détiennent le record, avec 16,5 % de pauvres, malgré que le revenu par habitant y soit le plus élevé du monde. Au sein de ce pays, les écarts les plus forts se situent au Nord-Est (New York, New Jersey, Pennsylvanie, mais aussi Louisiane et Floride) où le revenu des plus riches est cinq fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres. Les disparités entre hommes et femmes sont fortes ; les femmes représentent 46 % de la population active et 60 % de la main-d'œuvre mais elles ont une rémunération égale à 76 % de celle des hommes.

La classe pauvre appelée "under-class" américaine tend également à se globaliser dans les pays industrialisés. La différence augmente entre les plus démunis (les "have not") et ceux qui possèdent (les "haves"), voire ceux qui n'ont plus ("have been")... avec des risques majeurs au sein de la société. L'Europe, quant à elle, compte de près de 12 % de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté, ce taux correspondant dans chaque pays à la moitié du niveau de vie moyen de la population nationale. Trois groupes de pays peuvent être isolés : le Danemark, avec le taux de pauvreté le plus faible (4,7 %), la France, avec 11 % est en position moyenne avec la Belgique (9,3 %), les Pays-Bas (9,8 %) et l'Allemagne

(10,4 %). L'Espagne (11,5 %) est en position intermédiaire entre ce groupe et le dernier, composé de pays dont les taux sont supérieurs à la moyenne communautaire : l'Italie (12,9 %), le Royaume-Uni (13 %), la Grèce (17,7 %) et le Portugal (18,8 %).

Dans la population pauvre européenne, les enfants sont sur-représentés. En 1993, alors qu'ils représentaient 19 % de la population totale, les moins de 16 ans constituaient 23 % des individus vivant dans un ménage pauvre. Avec 7,3 % d'enfants pauvres, la France est loin du Danemark (3,1 %), mais se situe en dessous de la moyenne européenne. Les pays comptant le plus fort taux d'enfants pauvres sont le Royaume-Uni (20,65 %), l'Italie (19,5 %) et le Portugal (18,8 %). La pauvreté n'est donc pas l'apanage des pays pauvres ; dans les pays industrialisés, à côté d'une classe de nantis s'enrichissant de la mondialisation, se développe une autre classe englobant les laissés-pour-compte de la mondialisation.

124 - L'émergence de déséquilibres géographiques régionaux issus de la mondialisation.

Une géographie à deux vitesses est en train de s'installer, avec les grandes métropoles, les mégacités qui fonctionnent en réseau à l'échelle internationale, et les autres espaces subordonnés, dans les pays développés comme dans les pays en développement : l'Île de France est de plus en plus une " île en France ", et les mégapoles du tiers-monde deviennent des mégapoles privant de substances leur arrière-pays.

Si l'on cumule les produits bruts des cinq grandes villes appartenant à des pays de la Triade -NY, Los Angeles, Paris, Osaka, Tokyo -, on atteint le PIB de 16 pays de l'OCDE.

À la relation classique centre-périphérie se substitue également l'émergence d' " archipels métropolitains ", regroupant en réseau les grandes villes où les phénomènes d'exclusion trouvent davantage d'emprise. L'essor des centres d'affaires (Central Business District) symbolise bien l'affirmation de cette centralité où se concentre le tertiaire supérieur et décisionnel.

La mondialisation s'accompagne également au niveau mondial de l'opposition accrue entre “ régions motrices ” et “ centres d'impulsion ” dominant le reste du monde. C'est le cas des pays formant la Triade d'où partent 83 % des investissements directs réalisés dans le monde, performance réalisée grâce avant tout à la maîtrise absolue de l'information.

13 - La fin du mythe d'une mondialisation vertueuse.

131 - La remise en question du concept de village planétaire

L'expérience a montré que la mondialisation ne limitait pas le monde à la dimension du village où tout problème ou difficulté peut être résolu de façon harmonieuse et cela malgré le développement formidable des vecteurs de communication. Aujourd'hui, centres adaptés à la mondialisation et périphéries s'affrontent. Les conflits locaux s'exacerbent, avec pour cible, souvent, la modernité occidentale et la mondialisation : guerres révolutionnaires du Chiapas au Mexique ou guerres religieuses aux marges des Etats islamiques. L'interdépendance croissante des économies ne signifie pas que la logique de compétition soit abandonnée, les facilités de communication n'excluent pas une communication à deux vitesses ; maîtrise de la communication absolue chez les riches et retard des plus démunis (en 2000, moins de 6 % de la population mondiale utilisait Internet).

Pour certains, la mondialisation, à l'inverse du concept de village planétaire, serait à la source de graves déséquilibres politiques et sociaux : si les entreprises ne relèvent pas le défi de la surpopulation, de la pauvreté et du chômage, les tensions sont susceptibles de s'accroître entre les possédants et les plus démunis, et il y aura alors augmentation de la violence et du terrorisme (Davos, 1996).

132 - L'inefficacité de la mondialisation pour le développement économique dans les systèmes inégalitaires.

Une étude a été réalisée par R.Lucas ¹ pour expliquer les inégalités de développement entre la Corée du Sud et les Philippines. En 1960, ces deux pays étaient au même niveau de développement : la grille de lecture de ces deux économies sous-développées était identique. Tous les indicateurs étaient comparables (scolarisation, population, part des matières premières dans les exportations, taux d'urbanisation). Trente ans après, la Corée était l'un des miracles économiques de l'après-guerre, avec un taux de croissance moyen de 6 % par an (Philippines : 2 % par an). Pour donner une explication économique à ses écarts, R.Lucas a parlé de circonstances miraculeuses à l'origine de ce miracle coréen.

En revanche, pour R. Benamou² la cause de cette différence de développement entre la Corée et les Philippines réside dans la question des inégalités. Quelle que soit la mesure retenue, la Corée paraît moins inégalitaire que les Philippines ; le rapport entre les 5 % les plus riches et les 40 % les plus pauvres étaient de 1 à 2 en Corée et de 1 à 5 aux Philippines. Les sociétés inégalitaires exerceraient selon R.Benamou une pression redistributive plus forte sur le système politique. Celle-ci pousserait à l'accroissement des prélèvements obligatoires et finirait par étouffer la croissance.

En ce qui concerne les sociétés égalitaires, celles-ci sont mieux formées, et l'éducation de masse fertilise la croissance économique. C'est en Corée que les politiques éducatives ont été les plus suivies : la scolarisation des enfants dans les lycées est passée de 40 % en 1960 à 95 % en 1995 tandis qu'elle ne progressait que de 50 à 65 % aux Philippines.

A l'échelle planétaire, force est de constater que la majorité des pays les plus pauvres ne correspond pas aux systèmes politiques les plus égalitaires. Là encore les bienfaits de la mondialisation vertueuse sur le développement est limité.

133 - Un avenir remis en cause par le développement des inégalités.

¹ Making a miracle, Econometrica, 1993

² Inequality and growth, macroeconomies, Annual Report, MIT Press, 1996

Selon R. Ruben, secrétaire général de CnuCED, “ l'augmentation des inégalités pourrait remettre en cause les bénéfices de la mondialisation”.

La distribution des revenus peut entraver la réduction de la pauvreté. Une forte inégalité peut entraîner une telle marginalisation d'une partie de la population que la croissance économique ne suffit pas à améliorer son sort. Ainsi, dans de nombreux pays d'Amérique latine, comme le Brésil, le Guatemala, les Caraïbes et le Brésil, les pauvres n'ont pas bénéficié de la croissance. L'Extrême Orient a, jusqu'à la crise, échappé à ce phénomène. La distribution des revenus y est moins inégalitaire qu'en Afrique ou en Amérique latine, mais plus qu'en Europe et, paradoxalement, qu'en Asie du Sud. La mondialisation a ainsi une part de responsabilité dans le développement d'une paupérisation à l'échelle mondiale.

14 - La mondialisation, terreau des inégalités.

141 - Les facteurs d'inégalités issus de la mondialisation.

La technologie, source d'exclusions.

Aux États-Unis, 94 % de la population possède le téléphone, contre 0 3 % au Soudan, et les écarts devraient se systématiser avec l'accès aux nouvelles technologies : Internet n'impliquait en l'an 2000 que 300 millions d'habitants, soit 6 % de la population mondiale, et dans le Nord essentiellement. Dans ce domaine, le primat américain est effarant : l'industrie de la technologie de l'information emploie 7,4 millions d'Américains bien rémunérés (46 000 dollars par an en moyenne en 1997). Les États-Unis dépensent chaque année 5 milliards de dollars dans les établissements scolaires publics pour les ordinateurs. Dans les salles de classe, la moyenne est d'une machine pour sept élèves, contre une pour 92 en 1984. 70 % des écoles publiques sont branchées sur Internet, 37 millions d'Américains communiquent par courrier électronique. Le troisième âge n'est pas exclu. 28 % des Américains âgés de plus de 65 ans possèdent un ordinateur. Les high-tech boostent la croissance. En 1998, le cours de l'action Yahoo, a été multipliée par 6,8 portant

la capitalisation de la firme à un niveau supérieur à celui de Boeing ou de Texaco. L'envol de l'Internet va déboucher sur une montée en flèche d'un réseau mondial du commerce électronique, et devrait représenter, dans quelques années, la moitié du commerce mondial. Pour atteindre ses premiers 50 millions d'internautes, l'Europe a attendu quatre ans, contre 38 pour la radio, 13 pour la télévision et 16 pour le portable. Mais le contrôle de ce réseau est loin d'être une réalité. La conférence d'Ottawa en octobre 1998 en a célébré l'ultralibéralisme. Internet sans surveillance pourrait cependant être une boîte de pandore aux conséquences déséquilibrantes insoupçonnées. En effet, pour ceux qui ne comprennent pas la mondialisation, ne l'accompagne pas ou en sont exclus, le réflexe pourrait être, par nécessité d'être sécurisés, de s'isoler sur des valeurs comme la famille, le village, la nation. En fait, seuls les nations riches profiteraient ainsi de la supériorité technologique.

Le commerce international également source d'exclusions.

En Asie du sud-est, l'impact du commerce international sur la croissance est fort : les taux d'exportations en Asie, Chine comprise, sont passés de 16 à 34 % en vingt ans. Les taux d'importations ont suivi les mêmes évolutions : en 1975, 6 Asiatiques sur 10 vivaient dans la pauvreté absolue, il n'étaient plus que deux sur dix à la veille de la crise de 1997.

Dans le même temps, pauvres parmi les pauvres, les 48 pays faisant partie des pays les moins avancés ont une croissance qui s'étiole (4,7 % en 1996, contre 5,2 % en 1995). 500 millions d'habitants ont un revenu moyen à peine supérieur à 200 dollars, soit 1/5 de celui des pays développés, et l'ensemble des pays les moins avancés contribue pour moins de 1 % aux échanges internationaux.

Pour rentrer dans la course du commerce international, le prix à payer est de plus en plus élevé en termes de démantèlement de barrières non tarifaires et de protections : les inégalités sont donc inévitables, car “ on ne peut demander à un handicapé de courir aux côtés d'athlètes de haut niveau sans lui accorder des avantages ” (O.Habib, CnuCED).

De plus, le commerce international exercerait une pression accrue sur les institutions et les régulations sociales. Le maintien d'arrangements sociaux devient

plus coûteux alors que la demande est plus forte. C'est là le dilemme majeur de la mondialisation : augmenter la demande d'assurance sociale tout en réduisant la capacité des états à jouer ce rôle.

Les effets dévastateurs de la mondialisation sur l'emploi et les salaires.

À la fin des années 70, les pays ont cherché à défendre leur monnaie par des taux d'intérêt élevés, ce qui a eu pour conséquence d'accroître les revenus du capital et de restreindre l'activité économique. Parallèlement, pour limiter l'inflation, les gouvernements ont désindexé les salaires par rapport aux prix. Ainsi la mondialisation financière, qui a été mise en place par les Etats, a suscité entre eux une concurrence par les coûts, qui déprime l'activité, alimente chômage et accroît les inégalités de revenus.

Le principe général du libre-échange que la mondialisation a imposé, a entraîné la disparition de secteurs entiers de production, a induit des poches de précarité, des pertes de savoir-faire, des reclassements régionaux. Les problèmes actuels des régions à tradition industrielle, aujourd'hui en voie de désindustrialisation, est au coeur de ces processus de déqualification.

Par ailleurs, la mondialisation est sélective : si elle a rendu le capital plus mobile, ce dernier se déplace où il veut mais pas automatiquement partout. Le capital doit être attiré ; ainsi, en Asie, il est attiré par des taux d'intérêt plus élevés qu'en Europe, il peut également être attiré par le biais d'un ancrage de la monnaie nationale par rapport à une devise de référence. C'est le prix à payer pour la croissance ; c'est le prix que payent par exemple la Corée ou la Malaisie, face au Burkina Faso exemple de pays dans le dénuement et boudé par les investisseurs.

Les flux de capitaux doivent également prendre la forme de financements structurels, au risque d'exposer le pays à des retraits intempestifs, dévastateurs au niveau de l'emploi. La crise asiatique en a sur ce point donné un exemple. Paradoxalement, neuf ans après la chute du mur de Berlin, des murs nouveaux se sont érigés. Après les crises asiatique, mexicaine, russe et brésilienne les capitaux se réfugient dans des lieux plus sûrs, dans les pays développés, en titre d'Etats. Au début de 1997, l'Asie du sud-est bénéficiait d'entrées nettes de capitaux à un rythme

annuel de 100 milliards de dollars. Au début de 1998, elle souffrait de sorties nettes de capitaux au même rythme.

Les effets tequila, saké, ginseng, vodka ont eu comme conséquence à terme de bousculer les marchés émergents, de rendre l'accès à l'argent plus difficile pour les pays pauvres, d'exiger d'eux des prises de risques de plus en plus élevées pour attirer des moyens de financement de leur développement. Un nouveau mur de l'argent naît donc entre riches et pauvres ; chez ces derniers un nationalisme nourri de griefs contre l'Amérique impériale et ses acolytes peut être à la source de mesures justifiant toutes sortes d'isolationnismes.

La mondialisation au service de la croissance quantitative contre le développement humain.

La divergence absolue dans la distribution des revenus entre pays constitue le fait marquant de l'histoire économique moderne. Pour répondre à cette tendance inquiétante qui ne fait que de s'accentuer, le Pnud a mis au point en 1998 des nouveaux indicateurs de développement humain prenant en compte les revenus, le niveau d'instruction, et la longévité. Le Brunei, pays ayant le PIB par habitant le plus élevé du monde avec 31 165 dollars, se classe ainsi au 35e rang selon l'indicateur de développement humain (IDH). Parallèlement, en ce qui concerne l'indicateur de pauvreté humaine dans les pays industrialisés (revenus, espérance de vie inférieure à 60 ans, chômage depuis plus de douze mois), le modèle américain est bousculé avec 16,5 % de la population américaine dans le dénuement.

La mondialisation, phénomène relativement ancien, génère aujourd'hui des asymétries nouvelles qui ont été soulignées par Kimon Valaskakis³ à travers trois dualités. La première réside dans le paradoxe buffets-soupes populaires : grâce à un essor technologique exponentiel, on peut faire plus avec moins. Le monde de la consommation ressemble un énorme buffet où l'on peut se servir à volonté ... à condition d'avoir un billet d'entrée valable. Mais l'économie des buffets coexiste avec celle des soupes populaires, avec une grande pauvreté et une économie de la subsistance qui touchent une grande partie de la planète. Si l'on faisait le bilan

³ Mondialisation et gouvernance, futuribles, avril 1998

statistique de la mondialisation, on arriverait à la conclusion que, dans l'ensemble, elle a enrichi 30 % de l'humanité ; les 70 % restants n'ont pas encore été conviés au banquet et se trouvent marginalisés et exclus. La deuxième dualité réside dans le couple travail-chômage ; un chômage structurel creuse un fossé croissant entre inclus c'est-à-dire ceux qui ont un travail bien rémunéré et exclus. Enfin, la troisième dualité réside dans l'impuissance dans l'interdépendance ; au niveau écologique, l'interdépendance est évidente, mais l'incapacité de gestion collective accroît les inégalités face à El Nino et à l'effet de serre par exemple.

L'abondance et la profusion véhiculent leur cortège d'inégalités, et le classement élaboré à partir de l'indicateur de développement humain confirme bien un tel décalage : les États-Unis, champions de la mondialisation, premier en termes de revenus ne sont-ils pas en quelque sorte classés au dernier rang des dix-sept pays industrialisés avec leurs 16,5 % de population vivant dans la pauvreté ?

Si la mondialisation accroît le niveau de nombreuses régions, elle les rend aussi plus vulnérables à la volatilité des capitaux. Le libre échange peut en ce sens être considéré comme une utopie. Ainsi, le ralentissement du taux de croissance annuel moyen des pays de l'OCDE (de 3,9 % en 1970-1979 à 2,1 % en 1990-1996) peut être mis en relation avec l'ouverture aux échanges. En séparant géographiquement et psychologiquement l'offre et la demande, les chefs d'entreprise ne perçoivent plus la distribution des salaires comme l'attribution de pouvoir d'achat. Au contraire, les salaires sont perçus comme un coût pur, et on entre facilement dans une logique de compression salariale, donc de compression virtuelle de la demande mondiale, source d'inégalités.

Pour M.Béaud⁴, le changement majeur lié à la mondialisation est " la pauvreté absolue, aggravée par les nouveaux besoins liés aux mutations actuelles ". Enfin, la mondialisation, entraîne la disparition de formes de solidarité, de survie, de redistribution indirecte, en somme des objectifs de développement durable.

Mondialisation et tendance à la disqualification du travail non qualifié

⁴ Le basculement du monde, La découverte, 1997

Le taux de chômage des travailleurs qualifiés en France est passé de 2,5 % en 1970 à 3,5 % en 1980 et à 6 % en 1993, au coeur de la récession. Mais le taux de chômage des travailleurs non qualifiés est passé dans la même période de 3 à 9 % puis à 20 % dans les pays anglo-saxons qui ont opté pour des politiques libérales face à la mondialisation. Les inégalités de salaires et de revenus se sont donc accrues.

Aux États-Unis et au Royaume-Uni, les différences de salaire entre pauvres et riches commencent à s'envoler à partir de 1979. Un quart de travailleurs américains à temps plein gagnent moins des deux tiers du salaire médian, contre moins de 7 % en Suède ou en Belgique (OCDE, perspectives de l'emploi, 1996).

La plupart des pays européens ont également assisté, dans les vingt dernières années, à une montée du chômage, surtout au sein des personnels non qualifiés. En France, de 1985 à 1995, le taux de chômage des ouvriers est passé de 10 à 16 %, celui des cadres est resté stable, à 4 %.

Mondialisation et révolution du système de production génératrice d'inégalités.

Dans les années 50 et 60 , le système de production était basé sur le modèle pyramidal intégré. Une relative complémentarité existait entre les éléments les plus qualifiés (ingénieurs, techniciens) et les moins qualifiés (exécutants), de même que la communauté d'intérêts garantie par la répartition des gains de productivité créait un ciment, une cohésion, une dynamique relativement égalitaire. Mais dans les années 80, cette organisation pyramidale a été mise à mal. Les unités de production, plus petites, plus homogènes, se sont concentrées sur leur métier, ont été organisées en chaîne de sous-traitance. La concurrence a été exacerbée entre les échelons, l'externalisation de fonctions a été la règle, la production administrée a vécu, les inégalités portées par la flexibilité se sont amplifiées. Ce mouvement est encore amplifié aujourd'hui par la crise de la représentation syndicale, par l'autonomie accrue des entreprises et l' individualisation des relations de travail..

La mondialisation impose une révolution culturelle que certaines entreprises ont du mal à assumer ; elles doivent en effet faire face en permanence à un marché évolutif alors qu'elles étaient conçues initialement comme un système de production

. Aujourd'hui, elles doivent en permanence rechercher un avantage concurrentiel. Toutes n'y parviennent pas. Les entreprises sont dès lors obligées de façonner leur stratégie en fonction des impératifs de la mondialisation.

142 - Mondialisation et libéralisme sauvage

Le mouvement général qui a été au cours des dernières décennies celui d'une consécration du système capitaliste au niveau mondial a induit des conséquences néfastes. Avec la disparition du mur de Berlin, la mondialisation a favorisé sur le plan idéologique l'émergence d'un nouveau libéralisme plus fort fondé sur trois mécanismes inégalitaires : la croissance des inégalités entre travailleurs qualifiés et non qualifiés; la modification de la répartition de la valeur ajoutée au profit du capital et au détriment du travail ; la montée de l'endettement public et privé, qui fonctionne comme un mécanisme de redistribution des revenus des pauvres vers les riches et qui se révèle plus inégalitaire que la redistribution négative par l'inflation. Il faut compter également avec l'immigration parallèle qu'engendre la mondialisation, celle-ci entraînant une diminution du pouvoir de négociation des salariés et contribuant ainsi à la baisse de certains salaires.

Des exemples récents montrent le tribut parfois payé à la mondialisation dans le cadre de ce libéralisme sauvage. Ainsi, Electrolux, dans un secteur hautement concurrentiel, où cette société était opposée au géant Whirlpool et aux asiatiques, dont Daewoo, s'est livrée d'abord à une course à la croissance externe par le biais de rachat pour atteindre la taille critique : rachat de Frigidaire, de White, de Kelvintor, puis d'AEG. Devant l'érosion de ses retours sur fonds propres (8,3 % au lieu des 15 % espérés), la firme a décidé de supprimer 12 000 emplois sur 105 000, de remédier à un outil de production trop dispersé pour fabriquer des marques standardisées en supprimant 25 sites (95 en Europe, 33 en Amérique du Nord, 9 en Amérique latine, 10 en Asie , 3 en Afrique, 2 en Australie). Dans le même temps, le conglomerat anglo-norvégien Kvaerner, en avril 1999, présent dans le BTP, le parapétrolier, l'ingénierie, le papier, la construction navale, décide de sortir de la branche construction navale et de supprimer 25 000 emplois, soit un tiers de ces

effectifs. Le but de cette restructuration taillée au couteau est de diviser par trois le montant de l'endettement et de dégager une rentabilité des capitaux investis d'au moins 15 % ! Tout cela à cause de la mondialisation !

Condamner la mondialisation, c'est donc le dresser un réquisitoire contre la conception libérale de l'avenir de la société de marché, un triomphe du marché oubliant la démocratie de marché. Cette société de marché, revue et corrigée par des géants comme Bill Gates rend le marché indifférent à l'idée de justice. Parallèlement cette société, produit de l'ultralibéralisme, détruit toute médiation qui gêne la circulation de l'information entre offreurs et demandeurs. Bill Gates parle explicitement d'une société post-médiatique où seraient abolies toutes les médiations, grâce précisément au développement de la mise en réseau informatique du monde ... Les confrontations deviendraient ainsi inutiles, la révolution de l'information disqualifierait l'Etat dans le domaine social, car elle serait l'apogée de la démocratie ... Peu de sociétés sont aujourd'hui immunisées contre une telle négation d'un projet social collectif.

Par ailleurs, la mondialisation serait susceptible d'entraîner le monde du travail, si on n'y prête garde, à une remise en cause de tous les acquis sociaux. Le capitalisme sauvage avait fini par concéder dans chaque pays européen, en un siècle de luttes sociales, la mise en place de contre-pouvoirs syndicaux et étatiques et l'élaboration d'un droit social puis d'un droit pénal des affaires. Aucun de ces contrepoids n'existent au niveau des marchés internationaux . Les gouvernements se plaignent de la faible maîtrise qu'ils ont de ces marchés, les syndicats n'y sont que peu coordonnés et le droit international n'est pas suffisamment développé pour avoir une réelle influence. Ne serait-il pas, dans ces conditions, légitime de considérer la mondialisation comme forcément ultra-libérale, dérégulatrice, et injuste socialement ?

Pour lutter contre cette évolution, les solutions sont autant multiples que contradictoires. Faudrait-il prôner le protectionnisme ? Difficile à concevoir car un pays fermé au reste du monde serait certes moins inégalitaire mais également moins riche. Faudrait-il apporter plus de flexibilité ? Mais jusqu'où ? Supprimer le salaire minimum ne ferait qu'aggraver les inégalités. Allouer un revenu minimum pour tous

? Cela n'apporterait certes pas une solution face aux inégalités. Redistribuer sous forme de crédits d'impôts des sommes en faveur des bas salaires ? Cela permettrait de créer une incitation au travail en subventionnant les bas salaires.

A ce stade de l'étude, il semble que l'on est bien loin d'une mondialisation philanthropique au service des plus démunis. Pourtant, il est difficile de faire la part de ce qui tient réellement à la mondialisation, à la généralisation des rapports monétaires et marchands, et de ce qui tient aux structures inégalitaires des sociétés humaines dont l'origine remonte à la nuit des temps.

II - LA MONDIALISATION AU SERVICE D'UN MONDE MEILLEUR

Si la mondialisation est souvent dénoncée comme nous venons de le voir comme génératrice de nouvelles formes d'exclusion pour le Tiers-monde comme pour le Quart-monde, tout n'est cependant pas négatif et elle peut s'avérer également comme une nouvelle chance pour ceux considérés comme les perdants de la mondialisation.

21 - La mondialisation, un bouc émissaire commode

211 - Une diabolisation injuste de la mondialisation

La mondialisation imposerait sommairement une baisse des prix, obtenue mécaniquement par la volonté forcenée des firmes et des Etats de réduire le coût du travail en mettant les gens au chômage et en organisant la précarité de l'emploi.

C'est le message que certains salariés retiennent pour s'opposer radicalement à la mondialisation. À Genève, en octobre 1997, un groupe hétérogène composé de syndicalistes du Nicaragua, de fermiers indiens et Philippins, de femmes d'Ukraine, de populations indigènes d'Amérique du Nord a lancé une action contre la globalisation de la misère, contre le libre-échange et l'OMC. L'anniversaire des cinquante ans de l'OMC a été marqué par des incidents violents, alors même qu'à la tribune Fidel Castro et Nelson Mandela fustigeaient la mondialisation.

“ Il y a cinquante ans, personne n'avait imaginé que, avec la croissance des échanges internationaux, il y aurait une augmentation du nombre de sans-abri et des chômeurs, que le fardeau de la dette serait si lourd, que l'écart entre riches et pauvres s'accroîtrait ” (Nelson Mandela, 20 mai 1998). Au Mexique, dans l'état du Chiapas, Marcos mène le même combat, combat d'arrière-garde, peut-être, mais qui montre les angoisses devant la mondialisation réservée à une élite, condamnant les petits producteurs, faisant le jeu des firmes multinationales au détriment des intérêts nationaux et oubliant les garde-fous sociaux.

En septembre 1998, un sommet international anti-FMI à Séoul a réuni les révoltés contre la mondialisation autour de la confédération des syndicats coréens. Le slogan "IMF = I'm fired " a cristallisé les oppositions au trio infernal, FMI – néolibéralisme - mondialisation. En 1998, le social a été invité à la table de Davos où il était jusqu'alors absent. En l'an 2000, à travers des rencontres comme celle de Davos ou de Porto Alegre au Brésil, ce dernier thème a pris toute son ampleur.

Conçus à travers des fausses évidences, la mondialisation apparaît comme un slogan, un alibi. Elle véhicule commodément une attaque en règle contre le libre-échange, elle semblerait justifier insidieusement tous les aménagements des systèmes sociaux, car toute protection sociale accrue installerait ses bénéficiaires dans l'échec face à la mondialisation. Elle installerait une confrontation brutale sur un unique marché global des travailleurs, occidentaux, asiatiques ou latino-américains, et imposerait un protectionnisme rénové.

Le risque d'une vision réductrice de la mondialisation est réel. N'est-ce pas le commerce lui-même qui est basé sur les inégalités des ressources, des rentes de

situation géographique, des facteurs de production des investissements ? En fait, la mondialisation ne fait que révéler ou accentuer des inégalités déjà présentes. Les structures sociales, les échelles de valeurs vieilles ou dépassées sont naturellement bousculées par la mondialisation, mais celle-ci ne fait que conforter des avantages acquis. Tout échange international est mû par les inégalités de potentiels, de culture, des dotations en facteurs. La mondialisation ne peut en conséquence être considérée comme un facteur principal ou déterminant de ces inégalités.

Même si le commerce international n'a jamais été aussi développé, les niveaux de vie restent très largement déterminés par des facteurs internes, et non par le résultat d'une quelconque compétition pour s'emparer des marchés mondiaux. Si on rappelle que les exportations ne représentent qu'environ 10 % du PIB américain, il est difficile de rendre la mondialisation coupable de tous les maux.

Le cas de l'Asie peut être pris en exemple. Sur ce continent, le problème de l'éradication d'une pauvreté millénaire peut être jugé à la lumière des effets de la mondialisation. En Indonésie, de larges couches de la société progressent peu ; en Inde, les écarts se sont creusés entre, d'une part, les campagnes avancées du nord-ouest et du sud-est, les centres urbains et, d'autre part, les plaines retardataires de l'Est et les zones isolées de la péninsule. La vive croissance a suscité des progrès en Chine, mais la pauvreté reste massive dans les plateaux du Nord-Ouest et dans les vallées de Chine centrale et du sud, touchant des dizaines de millions de personnes. De plus, les évaluations sont contradictoires : officiellement, le nombre de pauvres a chuté de 250 millions en 1978 (31,5 %) à 65 millions en 1995 (5 %), mais, d'après les critères de la banque mondiale, ils étaient 352 millions sur 1,25 milliards en 1996.

D'autre part, plus que la mondialisation pourrait être mise en cause certaines logiques de croissance nationales. En effet, pour J. P. Fitoussi dans "mondialisation et inégalités" ⁵, le chômage se développe lorsqu'une société ne perçoit plus son avenir ou que celui-ci paraît déprécié. Alors, seule la conservation du passé importe, c'est-à-dire des rentes de situation que celui-ci permettrait de faire valoir dans le

présent. Étaient laissés sur le bord du chemin tous ceux qui n'avaient plus de rente à faire valoir, ceux dont le passé n'avait permis aucune accumulation de richesse ou de savoir ". La tendance spontanée est que, faute de foi en l'avenir, les entreprises ferment les usines, se désendettent, arrondissent les fonds propres ou, si elles disposent de capitaux, préfèrent la volatilité financière. La tendance actuelle est à une logique de croissance fondée sur la vertu de la croissance issue des exportations. Pour J. P. Fitoussi, chaque pays appelle de ses vœux une augmentation de ses exportations ; cela n'est possible que si chaque pays augmente ses importations, c'est-à-dire augmente sa demande intérieure. Mais tous les pays s'y refusent, de crainte de voir croître leur endettement. Le monde est donc victime d'une sorte de syllogisme dont les conséquences font craindre le pire tant elles sont non coopératives : dévaluations compétitives ici, mesures protectionnistes là, ajustements vers le bas des systèmes sociaux partout.

Par ailleurs, selon D. Cohen⁶ le coupable n'est pas la mondialisation mais plutôt une troisième révolution industrielle et le progrès technique. Cette révolution, fondée sur l'excellence, favorise les regroupements sélectifs. Les meilleurs vont ensemble, les médiocres aussi. Les inégalités de salaire vont se creuser au sein d'une même profession, d'une même catégorie d'âge, d'une même catégorie de diplômes.

“ La nouvelle misère du capitalisme contemporain est donc de créer au sein de chaque groupe social des tensions qui étaient jusqu'alors l'apanage des rivalités intergroupes. Cette propriété fractale du phénomène inégalitaire (la plus infime partie représente le tout) est incompréhensible aux tenants de l'idée que la mondialisation, ou l'immigration, ou n'importe quel phénomène sectoriel, est la cause principale du phénomène inégalitaire. ”

Ce qui est le plus marquant, ce ne sont pas les inégalités entre groupes sociaux (groupes à fort ou faible taux de scolarisation, vieux et jeunes), mais plutôt l'augmentation des inégalités salariales au sein de chacun de ces groupes, ce que les économistes appellent les inégalités résiduelles. Ces inégalités montrent

⁵ futuribles, octobre 1997

⁶ Richesse du monde et pauvreté des nations, flammation, 1996

l'évolution des écarts au sein de catégories professionnelles données (cadres supérieurs dans telle tranche d'âge). Aux États-Unis, les trois-quarts de la croissance des inégalités seraient liées aux inégalités résiduelles, plutôt qu'aux inégalités entre personnes appartenant à un même groupe social.

Les inégalités seraient donc dûes à des nouveaux modes de fonctionnement du capitalisme emporté par une révolution industrielle et informatique, qui mettrait un terme aux années au cours desquelles le "travail à la chaîne" imposait de payer chaque ouvrier au même salaire. Cette révolution écarterait les travailleurs les moins qualifiés et peu susceptibles de se reconvertir. La mondialisation n'est donc pas l'unique responsable des inégalités ; une part importante reviendrait aux institutions nationales dans leur incapacité à freiner l'élargissement des écarts de salaire au sein de chaque catégorie sociale.

212 - Des idées préconçues et caricaturales

La mondialisation serait considérée comme la seule responsable de la quart-mondisation des pays industrialisés. En fait, cette accusation est exagérée d'abord au regard de la faiblesse des flux de capitaux par rapport aux flux commerciaux, les pays industrialisés étant passés de 7% à 9% du PIB au cours des vingt dernières années, soit seulement 10% de l'accumulation du capital des pays en développement ...et seulement 2% du capital total des pays riches. D'autre part, au regard de la faiblesse relative des importations brutes en provenance des pays à bas salaires : augmentation qui ne représente que 2% à 3% du PIB, selon les pays du Nord. De 1970 à 1990, l'accroissement des importations nettes (écart entre importations et exportations) n'a été que de 1% en moyenne pour l'ensemble des pays développés.

En fait, la mondialisation serait à l'inverse, créatrice d'emplois. Dans le cadre général de la mondialisation, le coût relatif de la main d'œuvre devient un facteur stratégique de compétitivité des entreprises et des pays. La différence de coût induit un effet majeur : celui de la croissance des importations de produits en provenance de pays à faible coût salarial concurrence directement l'emploi du pays importateur

industrialisé. L'emploi est donc une question centrale dans les débats. Si les thèses les plus pessimistes annoncent 5 millions d'emplois perdus ou menacés du fait des mouvements de délocalisation, en revanche d'autres refusent le "cataclysmisme". Ainsi la comptabilisation des emplois liés aux exportations, les emplois directement ou indirectement créés pour les importations, les emplois créés si la somme consacrée aux achats de produits importés l'avait été pour des biens produits dans les pays importateurs permet de prendre radicalement le contre-pied de cette analyse négative. Appliqué à la France de 1988 à 1995, l'essor des exportations avait fait gagner 800 000 emplois, et la pénétration des produits étrangers, a détruit 450 000 emplois. Pour 1996 et 1997, l'excédent d'emplois se serait bonifié de 350 000 emplois particulièrement dans des secteurs comme l'automobile, la pétrochimie, ces derniers ayant compensé les pertes dans l'habillement, le textile, la chaussure et l'ameublement.

D'autre part, la mondialisation aurait également des vertus disciplinantes dans la mesure où elle incite, notamment les pays du Sud, à suivre avec plus de rigueur des règles de l'économie. Elle impose une discipline sur les prix, la suggestion à des règles de marché. Elle favorise également de très gros efforts d'investissement. Les délocalisations peuvent être également considérées comme une chance en termes d'emplois ou de demande. Certes, lorsque 200 grosses entreprises d'équipement mobilisent 60 000 personnes à Pedro Sula au Honduras, on peut craindre un risque de polarisation excessive du développement, une attraction vidant les campagnes environnantes. Mais faut-il pour autant condamner la mondialisation ou les tentatives d'aménagement du territoire ? Peut-on rester insensible aux discours de Mohammad Hosni Moubarak, président égyptien, qui dans une publicité racoleuse pour les investisseurs étrangers qualifiait l'Égypte de premier pays émergent et proclamait en 1998 : " l'Égypte a rejoint l'économie mondiale, elle en respectera les règles et en partagera la prospérité". Quels que soient les échecs qu'ils créent, leurs outrances (spéculation dans l'immobilier et la finance), leur dictature du court terme, leur dureté pour les plus pauvres (plans d'ajustement), les marchés ont aussi des vertus électives dans la mesure où ils favorisent la ressource en donnant un prix à la rareté, et responsabilisent les dirigeants.

Enfin certaines thèses de la convergence inspirées de la théorie néolibérale du commerce international relativiseraient les inégalités inoculées par la mondialisation et prôneraient un résultat final comportant plus de gagnants que de perdants . Selon ces théories, la libre circulation des biens et des services devrait entraîner l'égalisation des rendements, des facteurs de production, des niveaux et des modes de vie. Seuls des décalages dans le temps de l'intégration dans la mondialisation pourraient expliquer les fractures régionales.

22 - Une chance pour les pays du Sud ?

221 - Les mannes de la mondialisation

Même si les plus pauvres ont un retard économique plus marqué, les pays en développement, sont nécessairement impliqués dans la mondialisation. Le bouleversement des communications en termes de coût rend proche des régions éloignées, Manille n'est plus qu'à 4 heures d'avion du Japon ; l'intégration des économies mondiales dans le système global des échanges se généralise et même les pays socialistes n'y ont pas échappé, soit 30% du PIB mondial à la fin des années 80. L'onde de choc n'a pu que rallier les pays en développement récalcitrants. Par ailleurs, les pays en développement sont devenus des marchés incontournables pour les pays développés (40% du total des exportations américaines). Enfin, les pays en développement ont attiré des capitaux privés à un rythme de plus en plus soutenu (9 milliards de dollars par an de 1963 à 1989, 136 milliards de dollars pour la seule année de 1997). Trente-huit marchés boursiers dits émergents qui capitalisaient moins de 100 milliards de dollars à la fin de 1983 en capitalisaient près de 2000 dès la fin de 1993. En comparaison, la capitalisation totale des principaux marchés des pays industrialisés est passée de 3000 à 11000 milliards de dollars pendant la même période. L'attrait de ces pays bénéficie de l'effet multiplicateur des privatisations en cours, comme au Brésil : 20 milliards de dollars en 1998, parallèlement à la privatisation de Tebras, dans les télécommunications.

D'autre part, les pays en développement sont des acteurs de la mondialisation plus que des spectateurs. Beaucoup de pays en développement construisent activement des unions régionales (plus de 70 reconnues par le GATT). Ces unions paraissent aller plus loin que la simple consécration de phénomènes existants à l'exemple du Pacte andin, de l'Asean, du groupe Mercosur ou de l'Alena. Cette internationalisation incite les pays en développement à se doter d'outils performants : ainsi, Hong Kong se dote actuellement d'un nouvel aéroport sur l'île de Chek-lap-kok, susceptible d'accueillir 35 millions de voyageurs et 2 millions de tonnes de fret par an alors que l'aéroport actuel est déjà le troisième du monde en termes de fret et le quatrième pour les passagers. Le port de Singapour rivalise avec les ports les plus modernes ; l'Asie s'est dotée de chantiers navals performants (Hyundai en Corée ; des armateurs comme Neptune Orient Lines (Singapour) qui tirent les prix vers le bas et concurrencent directement le Sea and line américain. Par ailleurs, certaines villes de pays en développement prétendent être des " global cities " et disputent cette prérogative aux villes des pays de la Triade : c'est le cas aujourd'hui de Singapour, ce sera demain le cas de Shanghai, villes-mondes par excellence comme l'ont été autrefois Venise, Anvers, Amsterdam, Londres, ou New York.

Enfin, les pays en développement ont le privilège de capter une part de l'épargne mondiale et de tirer profit de leurs relations avec les firmes multinationales. Exclue des marchés financiers internationaux par la crise de la dette dans les années 80, les pays en développement constituent, depuis le début des années 90, un pôle très attractif des flux financiers internationaux. En 1997, 256 milliards de dollars ont été investis dans les pays en développement émergents. Ces placements sont opérés par de puissantes institutions financières, comme les fonds de pension ou des banques d'affaires occidentales. L'intermédiation bancaire joue un rôle modeste, près de la moitié des flux financiers privés nets correspondant à des investissements directs. Rapportée au PIB, la capitalisation boursière du Chili, de la Malaisie, de Hong Kong et de Singapour dépasse celle de la France, de l'Allemagne ou de l'Italie. Le caractère durable de la version des flux financiers en faveur des pays en développement dans les années 90 s'en trouve confirmé, surtout

au regard de la frilosité de ces investissements dans les pays de l'Est. Cette nouvelle orientation tranche totalement avec les cycles d'endettement du passé...

L'accélération de la mondialisation a eu pour effet de changer radicalement l'attitude des pays en développement face aux firmes multinationales. La multiplication des zones franches, accueillant les investissements directs à l'étranger en exemptant de toutes taxes (et de toute réglementation sociale), et la quasi disparition de cas d'expropriation de filiales de firmes multinationales témoignent de la remise en cause des relations conflictuelles entre les Etats et les firmes multinationales. L'enjeu est clair : capter le maximum d'investissements directs à l'étranger possible.

Les délocalisations d'activités productives ont concerné des secteurs dégageant de plus en plus de haute valeur ajoutée. Lorsque Intel délocalise certains emplois de chercheurs en Malaisie, à Penang, pour la construction de puces gigantesques ou lorsque Bull reconnaît les deux avantages comparatifs du prix et de la qualité supérieure à ceux produits en France aux logiciels fabriqués en Inde, on saisit l'importance des mutations. Dans ces conditions, il apparaît que le tiers-monde est sous-développé non pas parce que les firmes multinationales investissent en Afrique mais plutôt qu'au contraire ces dernières n'y sont pas assez présentes.

Des firmes multinationales de pays du Sud apparaissent même dans le concert des grandes. Les "chaebols" coréennes sont exemplaires de ce mouvement. Sept firmes de taille internationale réalisent 40 % du PIB coréen. Samsung s'est dotée d'une stratégie mondiale, d'une culture internationale, et son

palmarès est des plus éloquents (un chiffre d'affaires supérieur à celui d'IBM, des effectifs deux fois supérieur à ceux de Toyota, des investissements équivalents au chiffre d'affaires de Apple, une contribution à 18 % du PNB de la Corée du Sud, une division électronique équivalente aux deux tiers du chiffre d'affaires de Philips et une activité assurance plus lourde que celle des AGF). La belle aventure de ce petit commerce de riz, né en 1938 n'a rien à envier aux sagas des géants occidentaux. L'exemple n'est pas isolé : firmes multinationales indiennes, ou vieilles firmes comme Tata ou Birla aux avant-postes de l'investissement en Afrique (Nigeria) ou en Asie du Sud-Est ; firmes multinationales brésiliennes dans le domaine de l'engineering, ou firmes multinationales malaises comme Kunnan, entreprise de sous-traitance de raquettes Prince, Rossignol, et commercialisant aujourd'hui sa propre marque, Pro Kennex.

222 - L'avènement des pays en développement à travers une nouvelle division internationale du travail dans la mondialisation ?

Chaque année, de nouveaux pays émergents apparaissent et s'enrichissent tels que les dragons asiatiques, les nouveaux tigres, les éléphants d'Afrique ou les jaguars latino-américains. Après vingt ans de déclin, les économies africaines ont renoué avec la croissance au début des années 90. En 1997, 48 pays de l'Afrique subsaharienne ont affiché une croissance de 5 à 6 %, les déficits se sont contractés à 3 %, l'inflation est maîtrisée à 7 % après le pic de 1996, l'endettement a décliné. À l'exception de l'Afrique, qui continue pour certains pays à s'enfoncer dans une dépression grave (croissance de 2,1 % par an de 1986 à 1992, de 1,8 % sur 1993-1994, alors que la population augmentait de 3 % par an), le décollage de l'Asie et l'émergence de l'Amérique latine, après une décennie perdue, servent à plébisciter les effets d'entraînement de la mondialisation du moins avant la tourmente de la crise 1997. De plus, la marginalisation de certains pays en développement dans le commerce international a été interrompue après le recul enregistré depuis le contre-choc pétrolier. La dette structurelle sur le long terme aggravée dans les années 1986-93, a été stoppée par la reprise des matières premières de 1994 à 1997. Les problèmes de la dette (2465 milliards de dollars en mars 1999 soient 0,6 % du PIB mondial) ont partiellement trouvé des solutions. Le programme d'allègement mis en place en 1996 par la banque mondiale, le FMI, le Club de Paris, fonctionne : il

prévoit l'effacement de créances multilatérales et bilatérales pouvant aller jusqu'à 80 %. Sont éligibles les pays dont le remboursement de la dette et de ses agios sont insoutenables au regard des recettes des exportations.

La poussée industrielle des régions en développement se traduit par une montée spectaculaire de leur contribution globale au produit mondial. Mesurée au taux de change de parités de pouvoir d'achat, la part des pays en développement dans le PIB mondial atteignait 40 % en 1994, d'après les informations du FMI, au lieu de 34 % dix ans plus tôt. Selon des projections du FMI, cette part dépasserait celle des pays développés au début du 21ème siècle. La Chine pèserait d'un poids égal à celui du Japon, l'Inde à celui de la France tandis que le PIB de l'Indonésie dépasserait celui du Canada ; Taiwan et la Thaïlande rejoindraient rejoint le groupe des quinze premières puissances en 2005.

D'autre part, des opportunités nouvelles existent réellement pour les pays en développement. Lorsqu'il y a trente ans les experts essayaient de prévoir quels pays serait les géants économiques de la fin du 20e siècle, ils n'avaient pas prévu de citer Taïwan, la Corée du Sud et Singapour. Leurs prévisions portaient plutôt sur des pays dotés de ressources naturelles : le Zaïre pronostiqué nouvelle Ruhr de l'Afrique, l'Algérie, le Brésil et l'URSS. Seul, J. Le Bihan (« Vers la fin des Etats-nations », les échos, décembre 1995) pronostiquait, à contre-courant, que Singapour serait aux côtés des grands. Son approche valorisait le principe de nécessité dans les ressources productives d'une communauté, c'est-à-dire l'obligation de réussir,. La mondialisation n'a donc fait qu'amplifier la redistribution des cartes du pouvoir dans le processus de compétition globale ouvert par la globalisation. Des cités-Etats deviennent des nœuds de réseaux importants, des Etats sans matières premières les nouveaux leaders.

Les nouveaux pays industrialisés asiatiques (NPIA) sont un exemple de la possibilité pour les pays en développement de s'élever au rang des puissances industrielles en dépit de la crise qui les a récemment secoués. La recette d'un tel succès peut se résumer à quatre ingrédients majeurs. Tout d'abord, la combinaison des quatre éléments Etat, Entreprises, Epargne, Education. Le couple état-nation demeure un élément principal dans le décollage. Deuxièmement, la croissance s'est

appuyée sur la maîtrise de la technologie et sur une remontée des filières de production. Troisièmement, les NPIA ont montré la nécessité d'un développement tourné vers l'extérieur ; le décollage s'est appuyé et s'est épanoui sur un marché intérieur : accumulation/distribution sont le couple indissociable de la croissance plus encore la pérennisation de la croissance. Enfin, l'exemple asiatique a montré l'impératif des réformes agraires car la mondialisation ne doit pas se faire contre le développement rural ; la réforme agraire de Taïwan a été à ce titre exemplaire car elle s'est réalisée sans spoliation, elle a favorisé le transfert de la rente foncière vers l'investissement industriel, elle a associé pragmatisme (coopératives de commercialisation, de semences) et innovation (révolution verte).

223 -Vers une revanche des pays du Sud

La mondialisation pourrait conduire à la fin de la dépendance des pays du Tiers-monde vis à vis du Nord. En effet, la mondialisation conforte la redistribution des activités productrices au profit du tiers-monde. Auparavant, le retard technologique, la faible qualification générale de la main-d'oeuvre, la spécialisation dans les produits primaires à faible croissance de productivité, le cloisonnement de secteurs modernes et internationalisés, étranglaient la diffusion de la croissance et accéléraient l'exode rural dans le pays du tiers-monde. La concentration de population urbaine empêchait la création d'un marché national homogène. En outre, la faiblesse des syndicats conjuguée à l'abondance de la main-d'oeuvre contribuait à maintenir l'inflation des pays en développement au-dessous du niveau de celle des pays du centre d'où une dette extérieure inéluctable, concrétisée par un transfert de richesses vers les pays industrialisés. Dorénavant, il semble que la mondialisation est en voie de bousculer ces obstacles au développement. L'insertion des pays en développement dans le commerce international a tendance à se faire désormais dans les échanges de produits manufacturés. Ainsi, le Chili s'est profondément diversifié : le cuivre, qui représentait 75 % des exportations, n'en présente plus que 35 % . Les ventes de logiciels et de services progressent. Des pays en développement remontent des filières technologiques au terme de politiques volontaristes qui permettent de valoriser les avantages comparatifs dynamiques :

ainsi dans l'informatique, par exemple, handicap de ces pays en 1967, la filière est devenu troisième avantage en 1986. Des pays en développement interviennent dans des produits à plus forte valeur ajoutée : ainsi, la Corée du Sud est désormais exportatrice de machines-outils et s'installe dans la cour des grands en ce qui concerne l'informatique. Singapour veut s'ériger en centre intellectuel de l'Asie, après avoir été un atelier de réexportation (4000 entreprises étrangères). Le pari est de faire de la cité-Etat un modèle de " global- city ". Singapour , à l'aube des années 50, ne disposait d'aucune expérience informatique ; à la fin des années 80, elle est devenu le premier exportateur mondial de disques durs ...

D'autre part la tendance se dessine vers une nouvelle place des pays en développement plus basée sur la compétition et la coopération. Une concurrence ouverte se dessine entre pays en développement et pays industrialisés : c'est là une des raisons sans doute du refus américain d'accepter l'adhésion de la Chine à l'OMC (les exportations chinoises progressent au rythme de 20 % par an). Dès 1994, le déficit sino-américain s'élevait à 23 milliards de dollars ; le deuxième déficit après le Japon pour les États-Unis. Aujourd'hui, les entreprises ne sont plus en compétitions planétaires mais en compétition/coopération, d'où ce néologisme, forgé à Davos de "coopétition". DMC va investir dans une usine de tissus imprimés de Hong Kong ; en échange, son partenaire chinois China Dyeing Works va entrer dans son capital et devenir actionnaire de référence. Acer, le fabricant de PC taïwanais, lié à IBM, déjà implanté dans trois pays européens et possédant dix unités de production dans le monde, investit dans une usine d'assemblage en Ile de France. Des groupes de pays émergents parient sur le rachat d'entreprises occidentales : l'usine de Footura Sports de La Walck (Bas-Rhin), ex propriété de Adidas, a été reprise par deux industriels pakistanais.

Ainsi, les pays en développement seraient en mesure de constituer une résistance par rapport à l'Occident. De 1985 à 1995 , les pays en développement ont connu une croissance supérieure à celle des pays du G7 . L'orientation de leurs politiques économiques basée sur une politique attractive par rapport aux investissements, sur un développement des infrastructures ainsi que sur une libération de l'économie leur donnait une position confortable dans le monde de la globalisation. Cette position leur permet d'autant, pour certains pays, de résister à

une domination extérieure : c'est le sens du “ look East ” prononcé par le premier ministre malais Mahathir prônant la renaissance d'un certain asiatisme qui affirme que la modernité n'est pas exclusivement occidentale.

La réduction des inégalités avec le Nord semblerait pour certains économistes inévitable : par exemple, la Corée du Sud avec une progression de 15 % de ses salaires par an de 1989 à 1995 ne représente-elle pas un marché plus attractif pour les États-Unis que le marché allemand?

23 - La nécessité de réduire les inégalités par le biais du principe de global governance

231 - La nécessité d'une nouvelle conception de la croissance.

Généralement, une croissance forte a des conséquences importantes notamment sur les pauvres en termes de revenus et de possibilités d'emploi . La Banque Mondiale se propose de faire sortir, d'ici 2015, un milliard de personnes de la pauvreté pour ramener le taux de pauvreté dans les pays en développement de 30 à 15%. Pour atteindre ce résultat, il faudrait réfléchir sans doute sur la nature même de la croissance ; en d'autres termes se poser la question de l'orientation de celle-ci. Actuellement, il apparaît qu'il existe un consensus général sur les bienfaits de la croissance. Mais il n'y a pas encore de véritable couplage entre les notions de croissance et de développement durable. Le monde est encore bien loin d'une gestion planétaire. Le domaine de l'environnement est celui où les avancées en la matière ont été sans doute les plus notables . Et pourtant, le système est encore bien loin d'être performant ; aucune gestion globale n'est encore réalisée et en l'absence de sanctions, les décisions prises ne sont finalement qu'un catalogue de bonnes intentions.

232 - La nécessité de la mise en place d'un nouveau contrat social

La croissance ne sera en elle-même pas suffisante pour réduire les inégalités. En dépit des mesures prises comme la baisse des taux, l'activation des

fonds d'urgence du FMI et des révolutions culturelles, il faudra également fournir à chaque pays des liquidités à n'utiliser que pour importer. Ainsi, tous les pays exporteraient davantage sans redouter que l'augmentation des importations ne conduise à un surcroît d'endettement. Ce type particulier de liquidités existe : il s'agit des droits de tirage spéciaux du FMI. Mais le manque de ressources du FMI, la lourdeur de ces interventions d'urgence rendent difficile l'affectation de ces liquidités à un rééquilibrage. Si dans un premier temps, ces fonds pourraient servir à financer au moins pour les pays de l'Est et du Sud des importations en biens d'investissements, il sera sans doute nécessaire ensuite d'infléchir les politiques, par des processus de redistribution plus forts et plus volontaristes. La mondialisation a besoin d'être organisée sur la base de marchés équilibrés aux risques d'aboutir à des affrontements sociaux issus des inégalités.

233 - La nécessité d'une prise de conscience globale urgente

Un développement équilibré du Nord passe par un développement harmonieux du Sud. L'aide aux pays en développement doit contribuer à des rééquilibrages. En 1970, les Nations unies avaient fixé l'aide des pays riches à 0,7 % de leur PNB. Quatre pays ont respecté leurs engagements : le Danemark, la Suède, les Pays-Bas et la Norvège. En 1995, la moyenne de l'aide a nettement diminué pour n'atteindre que 0,27 % du PNB. Ce recul était imputable surtout aux États-Unis, qui accordait 2 dollars par habitant quand la France en accordait 12 et le Danemark 20.

Par ailleurs, en 1995, les pays de l'OCDE n'ont consacré que 0,06 % de leur PNB aux pays les moins avancés au titre de l'aide au développement. Ce chiffre est le plus faible jamais enregistré. Les populations des 48 pays les moins avancés sont plus mal nourries qu'il y a dix ans, et mondialisation est synonyme pour eux de régression sociale et économique. La multiplication des conflits régionaux et les secours d'urgence absorbent une grande partie de l'aide au détriment du développement à long terme. Avec 40 % de l'aide pour le développement, l'Afrique est la principale bénéficiaire. Une véritable prise en compte du développement durable au profit des pays les plus pauvres, ne sera possible que par la prise de conscience globale du monde des multinationales ou des opinions

occidentales de l'urgence d'apporter une aide sous la forme de capitaux privés prenant le relais de l'aide officielle. Une telle mesure n'apparaît pas irréalisable lorsque que l'on considère qu'offrir l'eau potable aux 1,3 milliard d'hommes qui en sont privés coûterait moins que les dépenses annuelles des Européens en crèmes glacées ou celle des Amériques en cosmétiques !

Par ailleurs, l'accélération de la mondialisation entraîne la nécessité de disposer de nouvelles structures de régulation. Des structures existent aujourd'hui comme le G8, le GATT, l'OMC ou le FMI, mais elles ne sont pas encore capables de mettre au point une global governance pour un développement durable profitable à tous. La route est encore longue en la matière mais elle est incontournable.

Conclusion

Nous avons vu que la mondialisation responsable en partie d'un accroissement des inégalités n'avait pas que des effets strictement négatifs tant pour les pays les plus pauvres que pour les populations les plus démunies. La prise de conscience de la nécessité d'un développement durable et du besoin de maîtriser davantage les mécanismes de la mondialisation permettra peut-être un jour si elle est suivie d'actes concrets dans le contexte d'une gestion planétaire globale, de considérer ce phénomène comme un des facteurs ayant conduit à l'éradication de la pauvreté. Malheureusement, le monde n'en est encore pas là, et il faudra bien de efforts et des politiques mondiales volontaristes avant que la Terre ne prenne l'apparence d'un village paisible où déséquilibres et précarité ne seront plus que de vagues souvenirs.

MONDIALISATION ET PAUVRETE

Table des matières

INTRODUCTION	3
I- LA MONDIALISATION, FACTEUR D'INEGALITES ET SOURCE D'APPAUVRISSEMENT.....	3
11-UNE POLARISATION DU MONDE DE PLUS EN PLUS MARQUEE	3
111 - Les faits dénonciateurs	3
112 - Un enrichissement inégalitaire :	4
113 - L'enlèvement de la pauvreté:.....	5
12 - LES SOURCES DE DESEQUILIBRES :	5
121 - Un écart grandissant entre riches et pauvres.	6
122 - Renforcement de la pauvreté et inégalité devant la pollution	6
123 - Européens sans-emploi et américains sans argent.....	6
124 - L'émergence de déséquilibres géographiques régionaux issus de la mondialisation..	8
13 - LA FIN DU MYTHE D'UNE MONDIALISATION VERTUEUSE.....	9
131 - La remise en question du concept de village planétaire	9
132 - L'inefficacité de la mondialisation pour le développement économique dans les systèmes inégalitaires.	9
133 - Un avenir remis en cause par le développement des inégalités.....	10
14 - LA MONDIALISATION, TERREAU DES INEGALITES.	11
141 - Les facteurs d'inégalités issus de la mondialisation.....	11
142 - Mondialisation et libéralisme sauvage	17
II - LA MONDIALISATION AU SERVICE D'UN MONDE MEILLEUR	19
21 - LA MONDIALISATION, UN BOUC EMISSAIRE COMMUNE	19
211 - Une diabolisation injuste de la mondialisation	19
212 - Des idées préconçues et caricaturales	23
22 - UNE CHANCE POUR LES PAYS DU SUD ?	25
221 - Les mannes de la mondialisation.....	25
222 - L'avènement des pays en développement à travers une nouvelle division internationale du travail dans la mondialisation ?.....	28
223 -Vers une revanche des pays du Sud.....	30
23 - LA NECESSITE DE REDUIRE LES INEGALITES PAR LE BIAIS DU	
PRINCIPE DE GLOBAL GOVERNANCE	32
231 - La nécessité d'une nouvelle conception de la croissance.....	32
232 - La nécessité de la mise en place d'un nouveau contrat social	32
233 - La nécessité d'une prise de conscience globale urgente	33
CONCLUSION.....	34

BIBLIOGRAPHIE

- R. LUCAS, Making a miracle, Econométrica, 1993
- R. BENAMOU, Inequality and growth, Macroeconomies
- K. VALESKAKIS, Mondialisation et gouvernance, Futuribles, avril 1998
- M. BEAUD, Le basculement du monde, La découverte, 1997
- J.P. FITOUSSI, Futuribles 1997
- D. COHEN, Richesse du monde et pauvreté des nations, Flammarion, 1996
- J. LE BIHAN, Vers la fin des Etats nations, Les échos, décembre 1995
- P.R. KRUGMAN, La mondialisation n'est pas coupable, La découverte, 1998